



# Six jours pour enrayer le déclin de l'industrie

L'économie a détruit 750 000 emplois industriels en dix ans, en partie à cause de la concurrence internationale. Pourtant, le secteur croît en son avenir et va tenter d'en convaincre l'opinion cette semaine.

MARC LANDRÉ

**Si l'industrie souffre d'un réel problème de compétitivité, elle emploie toujours 3 millions de salariés**

**COMPÉTITIVITÉ** L'industrie n'en finit plus de décliner. En dix ans, elle a détruit 750 000 emplois et la crise que la France subit depuis 2008 a encore accéléré le processus : 55 % d'entre eux ont été rayés de la carte sur les seules deux dernières années !

Selon une récente note de la Direction du Trésor, le poids de l'industrie est passé de 24 à 14 % dans le PIB en un quart de siècle. Trois facteurs expliquent ce recul « qui

touchent l'ensemble des économies développées ». Primo, la recherche d'une plus grande efficacité s'est traduite par un recours croissant à l'externalisation d'une partie des activités industrielles (nettoyage, comptabilité, sécurité...) vers le secteur tertiaire. « Un simple transfert d'emplois auparavant industriels vers les services, notamment d'intérim, sans véritablement changement de leur contenu », précise Bercy. Le reflux serait donc à relativiser... 70 % des emplois intérimaires créés en 2010

ont ainsi concerné l'industrie. Si bien que si l'on réaffecte l'intérim par secteur d'activité, l'industrie n'a pas détruit 1,9 % d'emplois en 2010, mais en a créé 0,6 %.

**80 000 embauches par an** Secundo, près de 30 % des pertes d'emplois observées depuis le début des années 2000 seraient liées aux gains de productivité réalisés dans l'économie. Tertio, la mondialisation et la concurrence internationale sur le coût du travail seraient aussi responsables de

près de 30 % des destructions d'emplois industriels entre 2000 et 2007.

Et pourtant, l'industrie française n'est pas morte. Si elle souffre d'un réel problème de compétitivité, elle emploie toujours 3 millions de salariés et réalise 350 milliards de chiffre d'affaires via ses entreprises technologiques. Mieux, elle recrute. L'UIMM (métallurgie), sa composante la plus importante, prévoit d'embaucher 80 000 personnes par an d'ici à 2015, dont la moitié de jeunes.

C'est en partie « pour contrebalancer le déficit d'image dont souffre l'activité auprès de la population et faire tomber certains clichés trop souvent véhiculés » que la Semaine de l'industrie, qui débute aujourd'hui, a été créée. Journées portes ouvertes, ateliers de découverte en milieu scolaire, colloques et tables rondes, expositions... L'objectif est de donner une autre image de l'industrie pour attirer les jeunes vers des métiers encore porteurs d'avenir. ■

## Frédéric Saint-Geours : « L'industrie, ce n'est plus Zola, et pourtant cette image nous colle encore à la peau ! »

PROPOS RECUEILLIS PAR  
OLIVIER AGUSTE, MARC LANDRÉ  
ET JACQUES-OLIVIER MARTIN

**INDUSTRIE** Directeur financier et du développement stratégique de PSA Peugeot-Citroën, Frédéric Saint-Geours préside l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM) depuis fin 2007. Ce candidat potentiel à la succession de Laurence Parisot à la tête du Medef en 2013 fait de la compétitivité de l'industrie l'un des enjeux de la future présidentielle.

LE FIGARO. - Comment se porte l'industrie, trois ans après le début de la crise ?

Frédéric SAINT-GEOURS. - Ça va mieux ! Les carnets de commandes se regarnissent. Nous n'avons pas encore retrouvé le niveau d'activité d'avant la crise, mais nous avons refait plus de la moitié de notre retard. Les emplois proposés restent trop souvent temporaires, il faut le reconnaître. Et nous revoyons des tensions, des difficultés de recrutement sur l'ensemble de la chaîne : de l'opérateur (chaudronnier, soudeur...) à l'ingénieur. Pourtant, les dispositifs mis en place dans la branche métallurgie ont permis souvent de garder le lien salariés-entreprises pendant la crise. Nous avons gardé les compétences qui nous permettent de faire face aujourd'hui au regain d'activité. Mais cela ne suffit pas, nous devons attirer, donner aux jeunes, aux parents et aux enseignants l'envie de faire le pari de l'industrie !

Comment donner ce goût de l'industrie ?

En faisant connaître sa réalité. L'industrie, ce n'est plus Zola, et pourtant cette image nous colle encore à la peau ! C'est pourquoi nous avons pris l'engagement, avec les syndicats de notre branche, de former 40 000 jeunes en alternance sur 2011-2012. Un record. On va devoir mouiller la chemise, faire du porte-à-porte, rappeler que l'on peut faire carrière dans l'industrie, que nous

offrons des expériences à l'international, des rémunérations supérieures à la moyenne, que c'est de l'industrie que sortent les nouveaux process innovants qui vont irriguer l'économie. C'est ce qu'on va essayer de démontrer lors de la Semaine de l'industrie. Nous allons recruter 80 000 personnes par an dans les cinq ans qui viennent !

Pourtant, on ne cesse de parler de déclin...

Nous sommes dans un cercle vicieux : faible compétitivité, donc marges insuffisantes, donc manque d'innovations et d'investissements, donc faible compétitivité. Il nous faut l'inverser. Ce sera le thème de la convention de l'UIMM les 18 et 19 mai. En associant pour la pre-

mière fois à nos travaux des experts, des décideurs politiques, des acteurs internationaux, des partenaires sociaux, nous allons tenter d'avancer sur trois points qui concourent à cette perte de compétitivité : l'enjeu des compétences, le coût du travail, le manque de flexibilité et de sécurité du marché du travail. Ce sera un point de départ avec l'idée d'aboutir à l'automne, en vue de la présidentielle, à un Manifeste de l'industrie. Mais on ne doit pas attendre douze mois pour agir sur la compétitivité. Il y a urgence. Certaines mesures peuvent être étudiées tout de suite, notamment sur le financement de la protection sociale. Est-il pertinent que l'entreprise continue à financer la politique familiale par 34 milliards

de cotisations pesant sur le travail ? On peut aussi s'interroger sur l'efficacité des taux réduits de TVA ou imaginer de différencier les secteurs exposés à la concurrence internationale et les autres, dans les dispositifs de taxations et de charges.

Les politiques ont abordé le coût du travail par l'aspect polémique des 35 heures. Ont-ils eu raison ? Bien sûr que les 35 heures ont une part de responsabilité dans le décrochage de compétitivité depuis dix ans, notamment par rapport à l'Allemagne. Mais ce n'est plus notre sujet. Le problème de l'industrie, c'est de constater que pèse sur les facteurs de production le financement de politiques qui n'ont rien à voir avec.

probantes dans la restauration... J'ai évoqué l'apprentissage. Je pourrais rappeler les fonds lancés par l'UIMM pour l'innovation (20 millions d'euros), pour l'insertion (70 millions), pour le développement des PMI (50 millions)... Nous ne demandons pas à être protégés, nous ne sommes pas en train de nous racornir ! Si nous demandons des mesures, c'est pour nous développer, parce que nous avons des ambitions. L'industrie prend son destin en main mais toutes les solutions ne dépendent pas de nous.

Que pensez-vous du pacte pour l'euro qui doit être adopté par les pays de l'Union ?

Il est positif qu'on avance sur une gouvernance économique européenne. Mais on ne peut pas fixer des engagements à un pays sans que les salariés et les employeurs y soient associés. C'est essentiel. Je regrette qu'il n'y ait rien dans ce pacte sur une politique industrielle européenne alors que la Commission vient de publier une communication ambitieuse sur ce point.

Approuvez-vous la proposition de Laurence Parisot de rendre obligatoire le congé paternité ?

Toutes les mesures favorisant l'emploi des femmes doivent être étudiées. Sachant que cela devrait se faire à coût constant pour les entreprises.

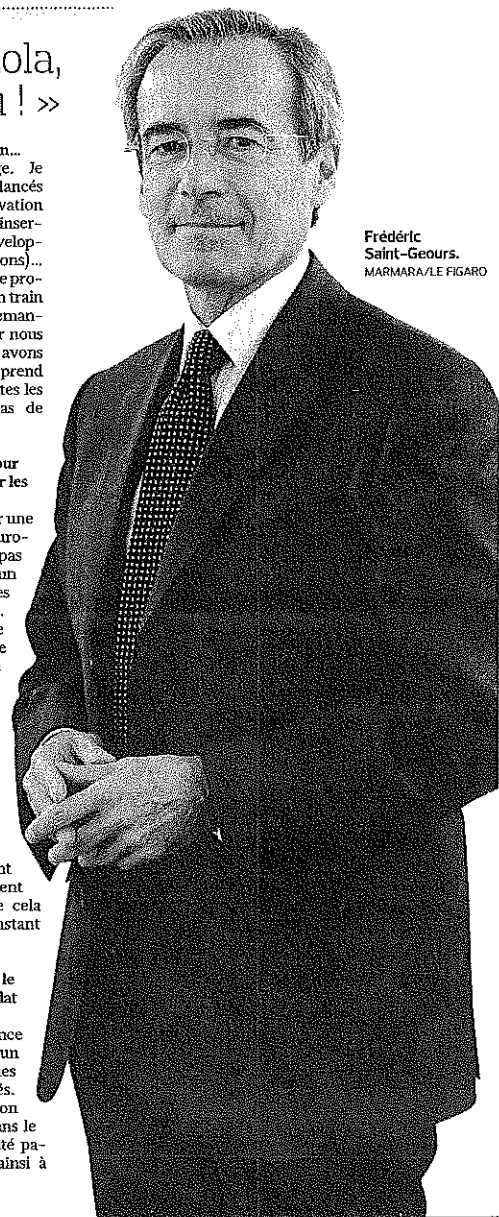
Quel regard portez-vous sur le début de son deuxième mandat à la tête du Medef ?

Nous avions listé avec Laurence Parisot, avant sa réélection, un certain nombre de thèmes prioritaires qui sont respectés. C'est très bien. L'implication de l'UIMM est maximale dans le travail du Medef. Cette unité patronale retrouvée profite ainsi à tous. ■

Quels engagements êtes-vous prêts à prendre en échange ?

Les embauches n'ont pas été très

« ON NE DOIT PAS ATTENDRE LA PRÉSIDENTIELLE POUR AGIR SUR LA COMPÉTITIVITÉ. IL Y A URGENCE. CERTAINES MESURES PEUVENT ÊTRE ÉTUDIÉES TOUT DE SUITE. »



Frédéric Saint-Geours.  
MARMARA/LE FIGARO